



Cofinancé par
l'Union européenne

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



APPEL A PROJETS FEDER

Programme *Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes*
FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027

OS1 « Europe plus intelligente »

Osp 1.1. Développer et améliorer les capacités de RDI ainsi que l'utilisation des technologies de pointe

**« Soutien à des projets de Recherche, développement &
d'innovation dans les micro, petites et moyennes entreprises
(PME) »**

Dépôt des candidatures :

Les dates limites de dépôt font l'objet d'une information sur le site => europe.maregionsud.fr

*Le présent appel à projets se fonde sur la méthode et les critères de sélection
validés par le Comité de suivi interfonds du 12 décembre 2022*

Codification E-synergie :

Territoire :	Région SUD
Programme :	Programme <i>Provence-Alpes-Côte d'Azur et massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027</i>
Appel à projet :	127 – Soutien à des projets de RDI dans les PME
Codification :	PR01 – RSO1.1_RDI : Soutien des projets de RDI dans les entreprises
Service Guichet :	Guichet Service Innovation Recherche & Développement et Numérique (SIRDN)

TABLE DES MATIERES

1. CONTEXTE	3
2. OBJECTIF(S) ET ACTION(S) SOUTENUE(S)	3
➤ 2.1 Objectifs	3
➤ 2.2 Actions soutenues	3
3. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES AIDES D'ETAT	6
4. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS	6
➤ 4.1. Le Bénéficiaire	6
➤ 4.2 La thématique	7
➤ 4.3 Le lieu de réalisation	7
➤ 4.4 Le démarrage de l'opération	7
➤ 4.5 Les critères d'éco-conditionnalité	7
5. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT	8
➤ 5.1 Le plan de financement	8
➤ 5.2. Les catégories de dépenses	9
6. LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS	11
7. LES INDICATEURS	11
➤ 7.1 Les indicateurs relatifs à cet appel à projets	12
8. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE	14
➤ 8.1 Le calendrier de dépôt des dossiers	14
➤ 8.2 Le portail e-Synergie	14
➤ 8.3 Les documents de l'appel à projets	14
➤ 8.4 Les contacts et renseignements	14
9. LES MODALITES DE SELECTION	15
➤ 9.1 Recevabilité du dossier de demande de subvention	15
➤ 9.2 Instruction	15
➤ 9.3 Présentation en comité de programmation	16
➤ 9.4 Décision de l'autorité de gestion	16
10. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EUROPEENNE	16
11. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES	16
➤ 11.1 Respect du principe de pérennité	16
➤ 11.2 Respect du droit applicable	17
➤ 11.3 Respect de la visibilité de la subvention européenne	17
➤ 11.4. Suivi comptable de l'opération	17
12. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION	17
➤ 12.1 Respect de la confidentialité	17
➤ 12.2 Traitement et protection des données à caractère personnel	18
ANNEXE I relative aux domaines de spécialisation & technologies clés	19
identifiés dans la Stratégie de Spécialisation Intelligente (S3).	19
ANNEXE II OUTIL D'AIDE POUR LE VOLET 1 : Projets de R&D	20

1. CONTEXTE

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'Autorité de Gestion des fonds européens, est responsable de la mise en œuvre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027.

Dans le cadre de ce programme, le présent appel à projets (AAP) relève de l'OS1 « Europe plus intelligente » et plus spécifiquement de l'OS1.1 Développer et améliorer les capacités de Recherche, Développement et Innovation (RDI) ainsi que l'utilisation des technologies de pointe du Programme. En mobilisant cet objectif spécifique (OS1), il est recherché le renforcement du potentiel de recherche régional dans les entreprises et une plus grande stimulation de l'innovation à partir de la recherche privée afin de transformer davantage de recherche en innovation et en raccourcissant les délais de cette transformation.

Cette intervention se fait en totale cohérence avec :

- le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) 2022-2028,
- le Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (SRESRI),
- la Stratégie régionale de recherche et d'innovation pour une spécialisation intelligente (S3).

Ces documents soulignent que l'innovation doit contribuer pleinement au développement économique régional et en particulier au renforcement des domaines stratégiques, des technologies génériques clés et des opérations d'intérêt régional¹, et que la valorisation de ce potentiel est un enjeu capital pour la création de valeur et d'emplois sur le territoire ainsi qu'en matière d'attractivité à l'international.

Dans cette optique, la Région poursuit la dynamique engagée sur 2014-2020, en soutenant les projets de Recherche, de Développement & d'Innovation (RDI) portés directement par les entreprises et s'inscrivant dans un ou plusieurs domaines de spécialisation et/ou les technologies clés identifiés dans la S3, afin de favoriser leurs croissance et compétitivité.

2. OBJECTIF(S) ET ACTION(S) SOUTENUE(S)

➤ 2.1 Objectifs

Au travers de cet AAP, la Région mobilise le FEDER pour favoriser l'orientation de la recherche vers les marchés et l'intégration de la RDI dans les activités des Petites et Moyennes Entreprises relevant des domaines de spécialisation et/ou des technologies clés, présentés en annexe I du présent AAP, afin de favoriser leurs croissance et compétitivité.

Le montant indicatif de FEDER dédié à cet appel à projets est de **15 millions d'euros**.

➤ 2.2 Actions soutenues

Pour être **éligibles**, les projets doivent obligatoirement répondre à une double condition :

1. **s'inscrire pleinement dans un ou plusieurs domaines de spécialisation et/ou technologies clés** identifiés dans la S3 et détaillés en annexe I du présent AAP.
2. **Correspondre à l'un des deux volets de projets suivants :**
 - a. Volet 1 : projet de R&D
 - b. Volet 2 : projet d'innovation de procédé et/ou d'organisation

¹ Les OIR sont menées en partenariat avec les industriels, les collectivités (métropoles et EPCI), et l'ensemble des acteurs concernés dans les filières (pôles, acteurs de la recherche, etc.), les OIR sont conçues pour être des accélérateurs de développement des filières et des technologies régionales d'excellence. Elles constituent un cadre partenarial pour l'action, au travers desquels mobiliser toutes les énergies entrepreneuriales et territoriales afin de faire converger les efforts autour d'ambitions communes.

a. Volet n°1 : projet de Recherche & de Développement (R&D) :

Un projet de R&D peut consister en plusieurs travaux, activités ou services et comporte des objectifs clairs, des activités à mener pour atteindre ces objectifs (y compris leurs coûts escomptés) et des éléments concrets à livrer pour définir les résultats de ces activités et les comparer avec les objectifs correspondants.

En effet, un projet de R&D est destiné à remplir une fonction indivisible à caractère économique, scientifique ou encore technique précis, autrement formulé, l'objectif à atteindre doit être clair.

Lorsque plusieurs projets de R&D ne peuvent être clairement distingués les uns des autres et lorsqu'ils ne disposent pas chacun séparément de chances de succès technologique : ils sont considérés comme un projet unique.

Le projet de R&D qui sera présenté au FEDER devra **intégralement** relever d'une ou des catégories ci-dessous :

Catégories	Définitions tirées de la réglementation européenne	Niveau de TRL
Recherche industrielle (RI)	<p>la recherche planifiée ou des enquêtes critiques visant à acquérir de nouvelles connaissances et aptitudes en vue :</p> <ul style="list-style-type: none">- de mettre au point de nouveaux produits, procédés ou services*, <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none">- d'entraîner une amélioration notable de produits, procédés ou services existants* <p><i>*y compris des produits, procédés ou services numériques, dans tous les domaines, toutes les industries ou tous les secteurs (y compris, mais pas exclusivement, les industries et technologies numériques, comme les superordinateurs, les technologies quantiques, les technologies des chaînes de blocs, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les mégadonnées et les technologies en nuage).</i></p> <p>La recherche industrielle comprend la création de composants de systèmes complexes. Elle peut inclure :</p> <ul style="list-style-type: none">- la construction de prototypes dans un environnement de laboratoire ou dans un environnement à interfaces simulées vers les systèmes existants,- ainsi que des lignes pilotes, lorsque c'est nécessaire pour la recherche industrielle et notamment pour la validation de technologies génériques.	2 à 4
Développement expérimental (DE)	<p>l'acquisition, l'association, la mise en forme et l'utilisation de connaissances et d'aptitudes scientifiques, technologiques, commerciales et autres pertinentes en vue de développer des produits, des procédés ou des services nouveaux ou améliorés*.</p> <p><i>*y compris des produits, procédés ou services numériques, dans tous les domaines, toutes les industries ou tous les secteurs (y compris, mais pas exclusivement, les industries et technologies numériques, comme les superordinateurs, les technologies quantiques, les technologies des chaînes de blocs, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les mégadonnées et les technologies en nuage ou de pointe).</i></p> <p>Il peut aussi s'agir, par exemple, d'activités visant la définition théorique et la planification de produits, de procédés et de services nouveaux, ainsi que la consignation des informations qui s'y rapportent.</p> <p>Le développement expérimental peut comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none">- la création de prototypes,- la démonstration,- l'élaboration de projets pilotes,- les essais et la validation de produits, de procédés ou de services nouveaux ou améliorés dans des environnements représentatifs des conditions de la	5 à 8

	<p>vie réelle, lorsque l'objectif premier est d'apporter des améliorations supplémentaires, au niveau technique, aux produits, procédés ou services qui ne sont pas en grande partie "fixés".</p> <p>Il peut comprendre la création de prototypes et de projets pilotes commercialement exploitables qui sont nécessairement les produits commerciaux finals et qui sont trop onéreux à produire pour être utilisés uniquement à des fins de démonstration et de validation.</p> <p>Le développement expérimental ne comprend pas les modifications de routine ou périodiques apportées à des produits, lignes de production, procédés de fabrication et services existants et à d'autres opérations en cours, même si ces modifications peuvent représenter des améliorations.</p>	
<p>Sont exclus tous projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> de mise aux normes et ou de certification <input checked="" type="checkbox"/> relevant du secteur « de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture », <input checked="" type="checkbox"/> lié à des activités liées à l'exportation vers des pays tiers ou des États membres (c'est-à-dire directement liées aux quantités ou la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de distribution ou d'autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation). 		

Dans le cas où le projet se compose de plusieurs tâches différentes, il convient de préciser dans l'ANNEXE 5_AIDES d'ETAT pour chacune d'entre elles de quelle catégorie elle relève (RI/DE). Afin de vous aider à bien définir si vos futures tâches sont qualifiables de R&D, un outil d'aide vous est proposé en annexe II du présent AAP.

b. Volet n°2 : Projet d'innovation de procédé et/ou d'organisation

Le projet d'innovation qui sera présenté au FEDER devra répondre à l'une des deux définitions suivantes :

Innovation d'organisation	la mise en œuvre d'une nouvelle <u>méthode organisationnelle</u> au niveau de l'entreprise (au niveau du groupe dans le secteur industriel donné dans l'Espace économique européen (EEE)), l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures de l'entreprise, par ex. : en utilisant des technologies numériques nouvelles ou innovantes.
Innovation de procédé	la mise en œuvre d'une <u>méthode de production ou de distribution nouvelle ou sensiblement améliorée</u> (cette notion impliquant des changements significatifs d'ordre technique, matériel ou logiciel) au niveau de l'entreprise (au niveau du groupe dans le secteur industriel donné dans l'EEE), par ex. : en utilisant des technologies ou solutions numériques nouvelles ou innovantes.
<p>Sont exclus tous projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> de mise aux normes et ou de certification <input checked="" type="checkbox"/> relevant du secteur « de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture », <input checked="" type="checkbox"/> lié à des activités liées à l'exportation vers des pays tiers ou des États membres (c'est-à-dire directement liées aux quantités ou la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de distribution ou d'autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation). <input checked="" type="checkbox"/> couvrant : <ul style="list-style-type: none"> - les changements s'appuyant sur des méthodes organisationnelles déjà utilisées dans l'entreprise, - les changements dans les pratiques commerciales, - les fusions et les acquisitions, - les changements ou les améliorations mineurs, - des accroissements des moyens de production ou de service par l'adjonction de systèmes de fabrication ou de systèmes logistiques qui sont très analogues à ceux déjà en usage, - la cessation de l'utilisation d'un procédé, - le simple remplacement ou l'extension de l'équipement, - les changements découlant uniquement de variations du prix des facteurs, - la production personnalisée, - l'adaptation aux marchés locaux, - les modifications saisonnières régulières et autres changements cycliques - et le commerce de produits nouveaux ou sensiblement améliorés. 	

3. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES AIDES D'ETAT

L'attribution de subventions européennes à une « entreprise » au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat.

Est considérée comme une entreprise, toute entité exerçant une activité économique, indépendamment de son statut juridique, c'est-à-dire toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné.

L'article 107 § 1 du traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) pose un principe d'interdiction des aides d'Etat : « *Sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.* »

Quatre critères permettent de qualifier une aide publique d'« aide d'Etat » : l'aide est accordée à une entreprise ; est imputable à l'Etat ou consomme des ressources d'Etat ; procure à cette entreprise un avantage sélectif ; affecte ou est susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres et la concurrence. La Commission européenne a adopté une communication relative à la notion d'« aide d'Etat » (2016/C 262/01, J.O. C 262 du 19.07.2016) qui apporte des précisions sur les principaux concepts liés à cette notion.

Les aides accordées dans le cadre de cet appel seront octroyées sur la base du régime exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement, et à l'innovation (RDI) en vigueur à la date de la décision d'attribution de l'aide.

Les candidats sont invités à remplir l'ANNEXE 5_AIDES D'ETAT, afin d'assurer la conformité du financement public demandé avec la réglementation européenne sur les aides d'Etat.

4. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS

Les critères d'éligibilité des opérations sont cumulatifs. Une opération ne répondant pas à l'un de ces critères est inéligible. Ces critères portent sur :

➤ 4.1. Le Bénéficiaire

La structure qui répond à l'appel à projets est dénommée « bénéficiaire ».

• Liste des bénéficiaires éligibles :

Les micro, petites et moyennes entreprises au sens communautaire. *Pour vérifier la taille de votre entreprise, merci de remplir obligatoirement l'ANNEXE 5_AIDES D'ETAT.*

Attention, la demande d'aide doit être déposée par l'entreprise qui porte le projet et réalise les dépenses et le **montage en opération de chef de filat²** est exclu du présent AAP. En cas de consortium, chaque partenaire souhaitant solliciter le FEDER doit alors déposer, en son nom propre, une demande de subvention.

Capacité financière du bénéficiaire³ : La subvention européenne intervenant sur la base du remboursement de dépenses engagées et payées. Ainsi, pour être éligible, le bénéficiaire doit disposer de la capacité financière/trésorerie pour réaliser l'opération subventionnée.

² opération de coopération entre un chef de file, qui est bénéficiaire, et d'autres partenaires qui contribuent chacun à sa réalisation et perçoivent une partie de la subvention européenne accordée au prorata des actions réalisées et des dépenses engagées et payées. (réf. : Article 2 du décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027)

³ Article 73.2 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

- **Liste des bénéficiaires exclus :**

Selon :

la taille	- grandes entreprises et celles de taille intermédiaire.
le statut juridique	- Entités publiques, - organismes de formation, - pôles de compétitivité, - sociétés d'accélération du transfert de technologies, - Société Civile Immobilière, société de promotion immobilière, affaires en nom personnel, établissements de crédit et institutions financières.
le statut financier	- structures nouvellement créées ne pouvant justifier d'à minima un compte de résultats sur 1 exercice complet lors du dépôt de la demande. - entreprises « en difficulté » tel que défini à l'article 2, point 18, du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité. <i>Pour vérifier ce point, merci de remplir obligatoirement l'ANNEXE 5_ AIDES D'ETAT.</i>
le secteur d'activité	- entreprises de production primaire de produits agricoles et du secteur de la pêche et de l'aquaculture, entreprises de transformation et de commercialisation des produits agricoles.

➤ 4.2 La thématique

Une opération est éligible si elle répond aux critères définis aux paragraphes 2.1, 2.2 du présent appel.

N.B. : Si votre projet vous semble répondre à la fois aux critères du volet 1 « projet de R&D » et au volet 2 « projet d'innovation », il conviendra de déposer un dossier de demande de financement FEDER par volet. A défaut, le périmètre de votre opération sera réduit à un seul volet lors de l'instruction.

➤ 4.3 Le lieu de réalisation

Une opération est éligible lorsqu'elle est réalisée sur le territoire ou au bénéfice de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

➤ 4.4 Le démarrage de l'opération

La durée prévisionnelle de l'opération ne devra pas excéder 36 mois à compter de son démarrage effectif. Pendant cette période, l'opération devra être entièrement réalisée et les factures afférentes payées.

Seront considérés comme inéligibles, les projets :

- achevés à la date de dépôt de la demande de subvention que les paiements s'y rapportant aient été ou non effectués,
- ayant un début d'exécution antérieur à toute demande formalisée d'aide publique. *Pour plus d'information, merci de vous référer à l'ANNEXE_5 AIDES D'ETAT.*

➤ 4.5 Les critères d'éco-conditionnalité

Dans le respect des articles 9 et 73 du règlement portant dispositions communes (RPDC) et afin de sélectionner des projets qui ne causent pas de préjudice important à l'environnement, l'autorité de gestion doit évaluer les incidences environnementales des projets. En effet, les opérations pour être éligibles ne doivent pas porter de préjudice important à l'environnement. Cela se détermine via une évaluation des incidences environnementales.

Pour cela, le bénéficiaire doit compléter l'ANNEXE 4_INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES - DNSH prévue à cet effet et fournir les pièces justificatives probantes dans le dossier de demande de subvention.

5. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT

➤ 5.1 Le plan de financement

Le projet FEDER (assiette de dépenses présentées) ne doit pas bénéficier d'un autre cofinancement public.

Les projets éligibles sont ceux dont le montant FEDER mobilisé est égal ou supérieur à **150 000 € HT**.

Le taux de cofinancement FEDER peut aller jusqu'à **80 %** du coût total éligible.

Le respect des seuils sera vérifié au moment de la demande, et à l'issue de l'instruction du dossier, après ajustement éventuel du plan de financement. Le montant et le taux de cofinancement du FEDER pouvant être accordés à l'opération dépendront du taux maximum d'aide publique autorisé par la réglementation européenne et nationale sur les aides d'Etat détaillé ci-après :

- **Volet n°1 : projet de Recherche & de Développement (R&D):**

L'intensité de l'aide publique ne pourra dépasser les taux suivants :

Entreprise de taille :	Micro et Petite	Moyenne
Recherche industrielle	70 %	60 %
<i>Dans le cadre d'une collaboration effective et/ou en cas d'une large diffusion des résultats du projet le taux pourra être porté à ⁴ :</i>	80 %	75 %
Développement expérimental	45 %	35 %
<i>Dans le cadre d'une collaboration effective et/ou en cas d'une large diffusion des résultats du projet le taux pourra être porté à :</i>	60 %	50 %

Dérogation pour les projets ayant reçu un label d'excellence au titre des programmes Horizon 2020 ou Horizon Europe :

Le taux de financement fixé par lesdits programmes pourra s'appliquer⁵. Attention, les projets devront cependant respecter les autres critères du présent AAP.

- **Volet n°2 : Projet d'innovation de procédé et d'organisation**

L'intensité de l'aide publique ne pourra pas dépasser 50%.

⁴ Vous réferez à l'ANNEXE 5_AIDES D'ETAT pour les définitions de la collaboration effective et/ou de la large diffusion des résultats.

Attention : ne pas confondre le [chef de filat](#) avec la collaboration effective (décrite en ANNEXE 5_AIDES D'ETAT). Ainsi, un porteur FEDER qui mènerait un projet de R-D dans le cadre d'une collaboration effective peut solliciter une bonification du taux d'intensité. Pour cela, il faut le déclarer dans l'« ANNEXE_5 AIDE d'ETAT ».

⁵ Cf. article 25bis du Règlement général d'exemption par catégories. Le montant maximal de l'aide ne dépasse pas 2,5 millions €.

➤ 5.2. Les catégories de dépenses

⚠ Afin d'établir sa candidature, le candidat doit se reporter au Guide du candidat pour prendre connaissance de l'ensemble des conditions et règles applicables à l'éligibilité des dépenses, ainsi qu'à leurs modalités de présentation et de justification

Parmi celles-ci, il est rappelé à titre indicatif que :

- Les mêmes dépenses ne doivent pas faire l'objet d'un autre cofinancement public.
- Le porteur de projet doit prouver par tout moyen le caractère raisonnable des dépenses engagées au titre du projet : politique d'achat existante si l'entreprise en est dotée d'une, catalogue de prix, devis comparatifs, anciennes factures similaires, copies d'écran...
- Les actions engagées par le porteur de projet doivent respecter les obligations européennes de publicité. Pour plus d'informations : <https://europe.maregionsud.fr/documents-cles/documents-cles-2021-2027/communiquer-sur-la-periode-2021-2027>

Les dépenses éligibles constituent le coût total éligible du projet. Elles doivent être :

- liées directement au projet ;
- prévues dans le plan de financement du projet ;
- présentées en hors taxe (HT) ;
- aucun devis et/ou facture inférieure à un seuil de 3 000 € HT ne pourra être prise en compte.

Elles doivent également être engagées et payées dans le calendrier prévisionnel d'exécution de l'opération et dans tous les cas entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2029, dates réglementaires d'éligibilité des dépenses.

⇒ Les **coûts directs éligibles** sont les suivants :

Pour le volet :	
n°1 - projet de R&D :	n°2 - Projet d'innovation :
<ul style="list-style-type: none"> les frais de personnel : chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui s'ils sont employés pour le projet et dans la mesure où ils sont valorisés à plus de 20% de leur temps de travail sur une année exécution du projet (du début d'exécution à N+1 soit par exemple du 01/09/2024 au 31/08/2025). 	<ul style="list-style-type: none"> les frais de personnel dans la mesure où ils sont employés pour le projet ou l'activité concernée et dans la mesure où ils sont valorisés à plus de 20% de leur temps de travail sur une année exécution du projet (du début d'exécution à N+1 soit par exemple du 01/09/2024 au 31/08/2025).
<ul style="list-style-type: none"> coûts de la recherche contractuelle, des connaissances et des brevets achetés ou pris sous licence auprès de sources extérieures à des conditions de pleine concurrence. <p><i>Est entendu comme <u>conditions de pleine concurrence</u> : une situation dans laquelle les conditions de l'opération entre les parties contractantes ne seraient pas différentes de celles qui seraient exigées entre des entreprises indépendantes et ne contiennent aucun élément de collusion. Toute opération résultant d'une procédure ouverte, transparente et non-discriminatoire est considérée comme respectueuse du principe de pleine concurrence.</i></p>	
<ul style="list-style-type: none"> coûts des instruments et du matériel, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet. Lorsque ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie dans le cadre du projet, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis, sont jugés admissibles. <p><i>Ainsi, les amortissements présentés dans le plan de financement FEDER devront se fonder sur les règles</i></p>	

*comptables habituellement pratiquées par le porteur dans sa comptabilité.
La durée effective d'utilisation d'un élément de l'actif peut être inférieure à sa durée normale si par exemple il y a une utilisation intensive, un matériel exposé aux intempéries, un matériel risquant de se démoder rapidement ou ne devant être utilisé que pour l'exécution de commandes limitées et non renouvelables, etc. Dans ce cas, un **amortissement exceptionnel** pourra être présenté dans le plan de financement mais il faudra le justifier dans votre dossier de demande et cela est sous réserve d'acceptation de l'autorité de gestion.*

⇒ **Option de coût simplifié (OCS) :**

Les dépenses directes éligibles sont présentées sur la base des coûts réels. Néanmoins, dans un objectif de simplification administrative et financière pour les porteurs de projets et en conformité avec l'article 53.1 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil, certaines dépenses pourront être calculées automatiquement et présentées en utilisant le taux forfaitaire tel que mentionné ci-dessous.

- **Pour les frais généraux additionnels et les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait du projet,** vous pouvez mobiliser une OCS suivante (non cumulatif) :

Volets :	Modalités de calcul : taux forfaitaire appliqué sur les coûts directs éligibles listés supra
n°1 : projet de R&D	20 % (article 25 e du règlement (UE) 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014, sous réserve que le régime exempté applicable en vigueur à la date de la décision d'attribution de l'aide le prévoit)
n°2 : Projet d'innovation	7 % (article 54 a du règlement 2021/1060)

Liste des dépenses exclues
(valable pour les deux volets de projets) :

- Tous les coûts qui ne seraient pas listés ci-dessus.
- Les dépenses faisant l'objet d'un autre cofinancement public
- La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- Les dépenses des personnels valorisés à moins de 20% de leur temps de travail sur une année exécution du projet (du début d'exécution à N+1 soit par exemple du 01/09/2024 au 31/08/2025)
- Les apports en nature
- Les amendes, pénalités financières, frais de justice et de contentieux, exonérations de charges, Les frais débiteurs, agios et autres frais financiers, les aléas et les provisions pour risques
- Les dépenses inéligibles mentionnées dans les règlements européens 6 et dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027.

⁶ [Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER

6. LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS

Les projets déposés seront sélectionnés au regard des critères suivants :

	CRITERES COMMUNS		ELEMENTS COMMUNS D'APPRECIATION DE CES CRITERES
Bloc I QUALITE /13	Raison d'être du projet, processus d'élaboration et cadre de réalisation	3	Intégration du projet dans une démarche territoriale ou une stratégie plus globale
			Dimension innovante
	Appréciation du niveau de maturité du projet	3	Maturité du projet
			Qualité du modèle économique Post projet de RDI
	Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire	6	Caractère structurant du projet
			Plus-value du projet dans son domaine ou sur le territoire
Bloc II PERFORMANCE /7			Viabilité et pérennité du projet
	Réponse aux enjeux du développement durable / respect des principes horizontaux / Charte des droits fondamentaux	1	Principes horizontaux
	Capacité administrative du porteur	3	Moyens humains dédiés à la gestion du dossier
			Modalités de suivi du dossier européen et procédures internes mises en place
	Performance financière du projet	2	Potentiel de certification des dépenses du projet
			Adéquation entre les résultats escomptés et le coût du projet
	Contribution du projet aux indicateurs du programme	2	Niveau de contribution du projet à l'atteinte des valeurs-cibles des indicateurs de de résultat du Programme

L'analyse de ces différents critères se fera au regard des éléments contenus dans l'ensemble du dossier de demande. Par exemple :

- L'ANNEXE 3_ LES PRINCIPES HORIZONTAUX du dossier de demande est spécifiquement dédiée à l'analyse des principes horizontaux.
- L'ANNEXE 2_DESCRIPTION DETAILLEE prévoit des parties spécifiques pour vous permettre de décrire votre projet.
- Pour les critères « Qualité du modèle économique Post projet de RDI » et « Viabilité et pérennité du projet », le porteur de projet devra présenter à l'appui de sa demande d'aide, un business plan et un plan de trésorerie prévisionnels afin de justifier du besoin d'un soutien sous forme de subvention. Des modèles sont à votre disposition dans l'ANNEXE 5_AIDES D'ETAT.

7. LES INDICATEURS

La Commission européenne a renforcé les exigences en matière de suivi des objectifs à atteindre par les programmes cofinancés. Ces objectifs se traduisent par des indicateurs de réalisation et de résultats suivi à

l'échelle des projets portés par les bénéficiaires. La Région, en tant que gestionnaire des fonds européens, rend compte plusieurs fois par an à la Commission du suivi de ces indicateurs.

Ce suivi est central car la Région :

- s'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et votre projet participe directement à l'atteinte de ces cibles
- doit s'assurer que la donnée est cohérente, exacte, qu'elle répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet :

- Lors de l'instruction de votre dossier, les instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée, des valeurs prévisionnelles et de références renseignées ainsi que des pièces justificatives que vous serez en mesure de fournir.
- Lors de la demande de paiement les instructeurs valideront les valeurs des indicateurs de réalisation retenues à la fin de l'exécution physique et financière du projet.

➤ 7.1 Les indicateurs relatifs à cet appel à projets

- **Indicateurs de réalisation :**

Référence sous e-Synergie	RCO01 – Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont petite, moyenne et grande) ⁷
Définition	Entreprises bénéficiant d'un soutien. L'indicateur RCO01 et sa sous-catégorie seront à compléter : -RCO01a : Entreprises bénéficiant d'un soutien dont : micro -RCO01b - Entreprises bénéficiant d'un soutien dont : petites -RCO01c - Entreprises bénéficiant d'un soutien dont : moyennes -RCO01d - Entreprises bénéficiant d'un soutien dont : grandes (exclues du présent AAP)
Unité	Nombre d'entreprises
Au moment du dépôt de la demande de subvention :	1.Saisie sur e-Synergie : Il faudra renseigner la valeur 1 = 1 entreprise soutenue La valeur pour la sous-catégorie concernée sera aussi à 1 = 1 entreprise soutenue (en fonction de sa taille) les autres sous catégories de taille sont vides (ne pas mettre 0) 2.Pièces justificatives : Numéro SIRET de l'entreprise bénéficiaire de fonds européens renseigné sur E-Synergie + Nombre de salariés et chiffre d'affaires annuel de l'entreprise des 3 dernières années (ou 3 derniers bilans comptables) le cas échéant + précision sur la classification de l'entreprise (qui permet de déterminer la taille de l'entreprise, à savoir « micro – RCO01a », « petite – RCO01b », « moyenne – RCO01c »).
Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Valorisation : lors de la demande de solde. L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie. Sur la base des pièces justificatives suivantes : Rapport d'exécution du projet afin d'attester de la réalisation du projet au solde et faisant figurer la date de fin physique/effective de l'opération.
Cible à atteindre en 2029 par la Région	20

⁷ Pour plus d'information, cf. article 2 de l'annexe à la recommandation de la Commission Européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites, moyennes entreprises.

Référence sous e-Synergie	RCO02 – Entreprises soutenues au moyen de subventions
Définition	Entreprises soutenues au moyen de subventions.
Unité	Nombre d'entreprises
Au moment du dépôt de la demande de subvention :	1.Saisie sur e-Synergie : Il faudra renseigner la valeur 1 = 1 entreprise soutenue 2. Mêmes pièces justificatives que pour le RCO01
Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde. Sur la base des pièces justificatives suivantes : Mêmes pièces justificatives que pour le RCO01.
Cible à atteindre en 2029 par la Région	20

Référence sous e-Synergie	RCO08 – Valeur nominale des équipements pour la recherche et l'innovation
Définition	Valeur nominale des équipements pour la recherche et l'innovation <i>Valeur d'acquisition totale des équipements de recherche et d'innovation soutenus. Les équipements de R&D prennent tous les appareils, les outils et dispositifs utilisés directement pour effectuer des activités de R&D. Cela n'inclut pas, par exemple, des substances chimiques ou autres matériaux consommables utilisés pour la réalisation d'expériences ou d'autres activités de recherche (Source Toolbox FEDER de juillet 2021).</i> <i>Les dépenses immobilières et les investissements immatériels sont exclus du champ de l'indicateur (source Fiche ANCT).</i>
Unité	euros
Au moment du dépôt de la demande de subvention :	1.Saisie sur e-Synergie : Le porteur de projet doit saisir sur e-Synergie la valeur prévisionnelle des équipements envisagés. 2.Pièces justificatives : devis ou tout autre document permettant de justifier le montant prévisionnel.
Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde. Sur la base des pièces justificatives suivantes : Factures et preuves d'acquittement.
Cible à atteindre en 2029 par la Région	60 000 000 €

• **Indicateurs de résultat :**

Référence sous e-Synergie	RCR02 – Investissements privés complétant un soutien public (dont subvention, instrument financier)
Définition	L'indicateur RCR02 et sa sous-catégorie seront à compléter : RCR02a – Investissements privés complétant un soutien public via une subvention uniquement RCR02b - Investissements privés complétant un soutien public via un instrument financier (exclu du présent AAP)
Unité	euros
Au moment du dépôt de la demande de subvention :	1.Saisie sur e-Synergie : Le montant prévisionnel des contributions privées. 2.Pièces justificatives : le porteur doit transmettre le plan de financement prévisionnel. Il s'agira de calculer la valeur des contributions privées cofinçant le projet soutenu, TVA

	comprise. Les contributions privées englobent les fonds propres et les financements autres que les subventions publiques.
Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Valorisation : la valorisation de l'indicateur a lieu lors du CSF de solde. Sur la base des pièces justificatives suivantes : convention de financement, plan de financement au-delà du périmètre éligible transmis au solde.
Cible à atteindre en 2029 par la Région	22 123 000 €

8. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE

➤ 8.1 Le calendrier de dépôt des dossiers

Le calendrier de dépôt des dossiers du présent appel à projets est publié sur le site internet : <http://europe.maregionsud.fr/>

➤ 8.2 Le portail e-Synergie

Le dépôt en ligne des dossiers de demandes de subvention au titre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 s'effectue par voie dématérialisée sur le **portail e-Synergie**.

Le portail e-SYNERGIE est accessible à l'adresse suivante : [E-Synergie - Portail \(synergie-europe.fr\)](https://synergie-europe.fr)

➤ 8.3 Les documents de l'appel à projets

Pour vous aider à déposer sur e-Synergie votre dossier de demande de subvention, il est nécessaire de prendre connaissance de l'ensemble des documents suivants joints à cet appel :

- La notice d'aide à l'utilisation d'e-Synergie.
- La trame standard du dossier de demande de subvention e-Synergie pour vous donner un modèle.
- Le dossier de subvention (*qui sera extrait de synergie*) accompagné de toutes les annexes suivantes à compléter :
 - ANNEXE 0 _GRILLE DES PIECES A JOINDRE
 - ANNEXE 1_PLAN DE FINANCEMENT FEDER *à choisir en fonction du Volet N°1 Projets de RD ou N°2 Projets d'innovation.*
 - ANNEXE 2_DESCRIPTION DETAILLEE
 - ANNEXE 3_LES PRINCIPES HORIZONTAUX
 - ANNEXE 4_INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES - DNSH
 - ANNEXE 5_AIDES D'ETAT comprenant un modèle de business plan et un plan de trésorerie prévisionnels afin de justifier d'un soutien sous forme de subvention. *A choisir en fonction du Volet N°1 Projets de RD ou N°2 Projets d'innovation.*

➤ 8.4 Les contacts et renseignements

Pour tout renseignement relatif au présent appel à projets, vous pouvez nous contacter **à partir du 15 novembre 2023 sur la base de la fiche de renseignements joint à l'appel**. Ce document permettra à nos équipes d'effectuer une première analyse et de vous formaliser un premier retour.

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Direction des Affaires Européennes

Direction déléguée FEDER

Service Innovation, Recherche, développement & Numérique

04 91 57 54 07

federos1@maregionsud.fr en précisant en objet l'intitulé de l'appel.

9. LES MODALITES DE SELECTION

➤ 9.1 Recevabilité du dossier de demande de subvention

Une fois le dossier déposé et validé dans e-Synergie, une attestation de dépôt est générée automatiquement. Un dossier est jugé recevable selon des critères cumulatifs suivants :

- avoir été dûment daté et signé par la personne habilitée
- avoir été transmis dans les délais mentionnés dans l'appel à projets
- respecter les montants et/ou taux plancher et/ou plafond, indiqués dans l'appel à projets
- être accompagné par :
 - ✓ L'attestation sur l'honneur du bénéficiaire datée et signée
 - ✓ Les annexes de l'appel à projets dûment complétées.

Les dossiers irrecevables ne sont pas instruits et les porteurs de projets sont tenus informés de leur rejet ainsi que le comité régional de programmation.

➤ 9.2 Instruction

La Direction des Affaires Européennes de l'Autorité de Gestion procède à l'instruction des dossiers sur la base d'un rapport d'instruction type. Tout au long du processus, l'instructeur peut demander au porteur de projets les pièces complémentaires qu'il juge nécessaire.

L'instructeur examine dans un premier temps la conformité de la demande de subvention européenne à l'ensemble des critères d'éligibilité fixés dans l'appel à projets. Le constat du non-respect d'un de ces critères d'éligibilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable motivé.

Les dossiers répondant aux critères d'éligibilité font ensuite l'objet de l'évaluation du projet au regard des critères de sélection.

A l'issue de ses vérifications, analyses et, le cas échéant, recueil d'avis internes ou externes, l'instructeur attribue :

- ✓ Une note pour chacun des critères de sélection répondant à l'objectif de qualité et pour chacun des critères de sélection répondant à l'objectif de performance ;
- ✓ Une note globale correspondant à la somme des notes obtenues pour chaque objectif, c'est-à-dire qualité et performance.

Ces notes sont consignées dans la grille de notation annexée au rapport d'instruction.

Enfin, l'instructeur émet un avis motivé => Une demande ayant obtenu :

- ✓ au minima la moyenne sur chaque catégorie de critères de sélection reçoit un avis favorable,
- ✓ la moyenne uniquement sur une catégorie de critères de sélection reçoit un avis défavorable.

➤ 9.3 Présentation en comité de programmation

Le comité régional de programmation (CRP) est une instance coprésidée par le Président du Conseil Régional et le Préfet de Région. Les dossiers sont présentés en comité régional de programmation pour avis et dans l'ordre suivant :

- ✓ Les dossiers ayant reçu un avis favorable
- ✓ Les dossiers ayant reçu un avis défavorable

Les dossiers faisant l'objet d'une reprogrammation sont également présentés pour avis.

La liste des dossiers non recevables, abandonnés ou déprogrammés est présentée uniquement pour information.

➤ 9.4 Décision de l'autorité de gestion

L'autorité de gestion décide de la sélection et du rejet des dossiers après l'avis rendu par le comité régional de programmation. Les dossiers sélectionnés font l'objet d'une convention attributive de subvention. Les dossiers non sélectionnés, font l'objet d'une décision de refus motivée et susceptible de recours devant le tribunal administratif.

10. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EUROPEENNE

Après signature de l'acte attributif de subvention entre le bénéficiaire et l'autorité de gestion, la subvention européenne sera versée sous la forme :

- d'une **avance** : sous réserve de l'avis favorable de l'autorité de gestion, et dans la limite de 30 % du montant FEDER programmé. L'avance octroyée sera déduite du premier acompte et le cas échéant des suivants.
- d'un ou plusieurs **acomptes** : sur justifications des dépenses acquittées et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.
- d'un **solde** : sur justifications des dépenses acquittées et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.

11. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l'acte attributif de subvention et notamment les principes ci-dessous. Le non-respect de ces principes entraînera la diminution de la subvention européenne accordée et le cas échéant le reversement des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention (notamment en cas d'inéligibilité de l'opération entraînant la déprogrammation du dossier). Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le guide du candidat disponible au lien suivant : [Guide Du Candidat FEDER FSE FTJ Provence Alpes Cote D Azur Et Massif Des Alpes 2021 2027 \(calameo.com\)](https://calameo.com).

➤ 11.1 Respect du principe de pérennité

Conformément au respect du principe de pérennité⁸, **toute action comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif** ne pourra subir l'un des événements suivants dans les cinq ans à compter du paiement final au bénéficiaire ou dans la période fixée dans les règles applicables aux aides d'État, selon le cas :

⁸ Article 65 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

- a) la cessation ou le transfert d'une activité productive en dehors du territoire au sein duquel elle a bénéficié d'un soutien ;
- b) un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou à un organisme public un avantage indu ;
- c) un changement substantiel affectant sa nature, ses objectifs ou ses conditions de mise en œuvre, ce qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

D'autre part, toutes les pièces justificatives liées à opération doivent être conservée pendant une période minimum de 5 ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'Autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire.

➤ 11.2 Respect du droit applicable

Conformément au règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes, les opérations soutenues par les Fonds européens doivent être conformes au « droit applicable », qui recouvre le droit de l'Union et le droit national relatif à son application.

Toute opération qui bénéficie d'une subvention européenne doit respecter le droit applicable notamment :

- Les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027 ;
- La législation applicable en matière de marchés publics ;
- La législation applicable en matière d'aides d'État ;
- La prévention des conflits d'intérêts ;
- Les exigences environnementales ;
- La charte des droits fondamentaux ;
- Le Contrat d'engagement républicain (concerne les associations et fondations uniquement).

➤ 11.3 Respect de la visibilité de la subvention européenne

Quel que soit le coût total éligible de l'opération et le montant de la subvention européenne accordée, les bénéficiaires doivent faire mention de cette subvention⁹. Les modalités de mise en œuvre de cette obligation sont détaillées sur <https://europe.maregionsud.fr/documents-cles/documents-cles-2021-2027/communiquer-sur-la-periode-2021-2027>.

D'autre part, les bénéficiaires acceptent que

- La Région fasse figurer le projet dans la liste des opérations sélectionnées avec l'ensemble des informations exigées par l'article 49.3 du règlement UE 2021/1060
- La Région communique sur son projet, son bilan et ses résultats
- La Région soit associée à toute opération de communication relative à l'opération.

➤ 11.4. Suivi comptable de l'opération

Tout bénéficiaire doit disposer d'une comptabilité séparée ou de codes comptables appropriés pour toutes les transactions relatives à l'opération.

12. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION

➤ 12.1 Respect de la confidentialité

⁹ Article 50 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

L'Autorité de gestion s'engage à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice au bénéficiaire.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

➤ **12.2 Traitement et protection des données à caractère personnel**

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la présente convention.









Toute donnée à caractère personnel sera traitée par l'Autorité de gestion conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Dans le cas d'une opération financée conformément à un régime d'aides d'état pris sur la base du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014, amendé et prolongé par le Règlement (UE) n° 2023/1315 de la Commission du 23 juin 2023, déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, l'Autorité de gestion conserve le dossier détaillé sur l'aide octroyée pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide. Le dossier contient toutes les informations nécessaires pour établir que les conditions énoncées dans la réglementation relative aux aides d'état sont remplies, y compris des informations sur l'effet incitatif de l'aide et des informations permettant d'établir le montant exact des coûts admissibles afin d'appliquer le régime d'aide d'état sur lequel se fonde l'aide attribuée.




Les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ces données qui peut être exercé en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par courrier postal à l'adresse : 27 Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20, ou par courriel à l'adresse : dpd@maregionsud.fr.

**ANNEXE I relative aux domaines de spécialisation & technologies clés
identifiés dans la Stratégie de Spécialisation Intelligente (S3).**

LES 7 DOMAINES DE SPECIALISATION S3

DOMAINES	SEGMENTS DE SPECIALISATION	OBJECTIFS STRATEGIQUES DU DOMAINE
 Santé et silver économie	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Thérapies innovantes et avancées</i> - <i>Imagerie médicale</i> - <i>Dispositifs médicaux implantables</i> - <i>Santé numérique et personnalisée</i> - <i>Santé et alimentation</i> - <i>Santé et sport</i> - <i>Santé et environnement</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir la qualité d'excellence de la recherche régionale en santé - Développer des solutions numériques appliquées à la santé et à la prévention. - Structurer une offre économique de services en réponse aux enjeux du vieillissement, et du développement de l'autonomie et du bien-être des seniors
 Naturalité	<ul style="list-style-type: none"> - Durabilité des ressources et productions agricoles - Procédés éco-performants & Industrie du futur - Solutions pour le développement de la « qualité des produits » 	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'adaptation aux nouvelles exigences réglementaires et sanitaires - Satisfaire les attentes des consommateurs en matière de qualité et de traçabilité des produits - Accompagner la transition biologique - Favoriser de nouveaux modes de production
 Economie bleue	<ul style="list-style-type: none"> - Port du futur » (green & smart ports) - Industrie navale et nautique - Ressources marines 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer la chaîne de valeur de l'éolien offshore - Assurer la transition des ports « smart port et green ports » - Développer les biotechnologies - Renforcer la filière navale dans l'ensemble de ses composantes - Protéger l'environnement marin, prévenir les risques environnementaux et participer à la reconstruction côtière.
 Aérospatial, sécurité-défense 	<ul style="list-style-type: none"> - Aéronautique et spatial - Sécurité-Défense 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer les solutions de transport du futur propres et intelligentes - Développer l'exploitation des technologies spatiales et des données satellitaires - Renforcer la sécurité civile et environnementale - Soutenir le passage à une industrie 4.0.
 Transition Energétique	<ul style="list-style-type: none"> - L'énergie décarbonée - Les systèmes énergétiques décarbonés - La décarbonation de l'industrie - Le transport décarboné et connecté 	<ul style="list-style-type: none"> - Devenir la 1ère région neutre en carbone d'ici 2050 - Produire de l'énergie à partir d'ENR et via l'hydrogène - Renforcer et développer l'efficacité énergétique des bâtiments et de l'industrie - Soutenir le développement d'une mobilité durable et intelligente (air, terre, mer).
 Transition écologique	<ul style="list-style-type: none"> - L'économie circulaire et l'éco-conception ; - L'eau - L'adaptation au changement et risques climatiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sécuriser l'accès aux ressources - Soutenir le développement de la filière eau - Soutenir la transition industrielle et encourager l'économie circulaire - Protéger, préserver et gérer les ressources et les matières premières.
 Culture, tourisme, et sport	<ul style="list-style-type: none"> - Culture - Smart et éco-tourisme - Sport - Evènementiel 	<ul style="list-style-type: none"> - Répondre aux enjeux du développement durable en cohérence aux préoccupations environnementales - Accompagner la numérisation de la filière - Renforcer les coopérations entre acteurs économiques et de la recherche - Rapprocher les acteurs du tourisme, de la culture et du sport.

LES 3 TECHNOLOGIES CLES

TECHNOLOGIES	SEGMENTS DE SPECIALISATION	OBJECTIFS STRATEGIQUES DU DOMAINE
 Technologies intelligentes, communicantes et sécurisées	<ul style="list-style-type: none"> - La micro-électronique - la sécurité numérique - les objets connectés - l'intelligence artificielle 	<ul style="list-style-type: none"> - Accélérer la numérique des entreprises - Assurer l'adéquation entre les infrastructures et les besoins des acteurs locaux - Développer la stratégie d'intelligence artificielle et de cybersécurité - Développer durablement la filière.
 Optique-photonique	<ul style="list-style-type: none"> - L'imagerie et technologies 3D - l'optronique - les capteurs optiques avancés ; les Lasers optiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les fertilisations croisées avec l'ensemble des domaines de la sécurité, de la défense et de l'industrie, - Développer en région la fabrication de composants photoniques - Renforcer le savoir-faire régional sur les capteurs intelligents et leur déploiement - Accentuer les coopérations et les transferts de connaissance au niveau européen autour de la candidature Photonics Innovation Hubs.
 Chimie verte et matériaux actifs et avancés	<ul style="list-style-type: none"> - Les biocarburants - La chimie verte (chimie du bois, biomasse algale, etc.) - Les matériaux actifs, avancés et nanomatériaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer la bioéconomie - Optimiser et valoriser les bioressources - Concevoir les nouveaux matériaux (ou matériaux recyclés) pour soutenir les activités liées au numérique et au développement durable - Contribuer à la décarbonation de l'industrie par l'apport de nouveaux procédés et l'utilisation de matières premières décarbonées.

ANNEXE II OUTIL D'AIDE POUR LE VOLET 1 : Projets de R&D

La R-D (Recherche et développement expérimental) est une activité liée à un certain nombre d'autres activités, elles aussi fondées sur la science et la technologie. Bien que ces dernières soient très souvent étroitement liées à la R-D, elles ne peuvent pas toujours être qualifiées comme telles.

Le critère fondamental permettant de distinguer la R-D des **activités connexes** est l'existence, au titre de la R-D, d'un **élément de nouveauté non négligeable et la dissipation d'une incertitude scientifique et/ ou technologique, autrement dit lorsque la solution d'un problème n'apparaît pas évidente à quelqu'un qui est parfaitement au fait de l'ensemble des connaissances et techniques de base couramment utilisées dans le secteur considéré.**

Si l'objectif principal des travaux est d'apporter de nouvelles améliorations techniques au produit ou au procédé, ils tombent alors sous la définition de la R-D. Si, au contraire, le produit ou le procédé ou l'approche est en grande partie 'fixé' et si l'objectif principal est de trouver des débouchés, d'établir des plans de pré- production ou d'assurer que le système de production ou de contrôle fonctionne bien, il ne s'agit pas de R-D.

Afin de vous aider à bien identifier les activités de Recherche et développement expérimental versus les activités connexes (qui ne pourront pas être retenues au titre du volet 1), nous vous proposons ci-dessous une synthèse du Manuel de Frascati permettant de distinguer les activités :

- **Les questions que vous pouvez vous poser :**
 - Existe-t-il un élément nouveau ou novateur dans votre projet ?
 - Porte-t-il sur des phénomènes, des structures ou des relations inconnus jusqu'à présent ?
 - Consiste-t-il à appliquer d'une manière nouvelle des connaissances ou des techniques déjà acquises ?
 - Existe-t-il une forte probabilité que votre projet débouchera sur une compréhension nouvelle (plus étendue ou approfondie) de phénomènes, de relations ou de principes de traitement susceptibles d'intéresser plus d'une organisation ?
 - Pensez-vous que les résultats seront brevetables ?
 - Quel est le type de personnel affecté à ce projet (ingénieurs, chercheurs ou plutôt commerciaux ?) ?
- **Quelques possibles interprétations illustrant la démarcation entre R-D et autres activités connexes :**

ACTIVITES	ANALYSE A AVOIR
ENSEIGNEMENT ET FORMATION	A exclure : Toutes les activités d'enseignement et de formation du personnel sont à exclure. Peuvent être prises en compte : Les recherches effectuées par des étudiants de niveau doctorat dans les universités peuvent être prises en compte dans la R-D.
COLLECTE DE DONNEES	A exclure : A exclure de la R-D sauf lorsqu'elle fait partie intégrante de la R-D. Les données recueillies à d'autres fins qu'à des activités de R-D ou de caractère général (<i>ex : enquêtes trimestrielles sur le chômage</i>) même si elles sont exploitées à des fins de recherche. Exemple : l'enregistrement quotidien de la température ou de la pression atmosphérique n'est pas de la R-D, mais relève d'opérations normalement exécutées par un organisme de prévision météorologique ou parfois d'opérations de collecte de données d'intérêt général. Peuvent être prises en compte : la collecte de données effectuée exclusivement ou principalement dans le cadre du processus de R-D (<i>données sur les trajectoires et caractéristiques des particules à l'intérieur d'un réacteur nucléaire, par exemple</i>). Ce raisonnement s'applique également au traitement et à l'interprétation des données. Autre exemple : la recherche de nouvelles méthodes de mesure des températures est de la R-D, tout comme l'étude et la mise au point de systèmes nouveaux et de nouvelles méthodes d'interprétation des données.
ETUDES ET PROJETS	A exclure : Travaux effectués pour la préparation, l'exécution et le maintien de la standardisation de la production (gabarits de réglage, machines-outils, par exemple) ou la promotion des ventes de produits (offres, brochures et catalogues de pièces de rechange, par exemple.). Peuvent être prises en compte : Calculs, projets, dessins d'exécution et modes opératoires exécutés pour la mise en œuvre et le fonctionnement d'installations pilotes et de prototypes.
ETUDES DE MARCHE	A exclure.
ESSAIS ET TRAVAUX DE NORMALISATION	A exclure : Cette rubrique couvre la tenue à jour de normes nationales, l'adaptation des normes secondaires, les essais et analyses de pratique courante de matériaux, composants, produits, procédés, sols, atmosphère, etc. Les services publics d'inspection et de contrôle, application des normes, réglementations sont à exclure.
ÉTUDES DE FAISABILITE	A exclure : Les études de faisabilité consistent à examiner les caractéristiques socio-économiques et les conséquences de situations déterminées (par exemple, une étude sur les possibilités d'implanter un complexe pétrochimique dans une région donnée.). L'étude des projets d'ingénierie selon les techniques existantes afin de fournir des informations complémentaires avant toute décision de mise en œuvre.
TRAVAUX RELATIFS AUX BREVETS ET LICENCES	A exclure : A exclure - Tous les travaux administratifs et juridiques ayant trait aux brevets et licences Peuvent être prises en compte : les travaux sur les brevets qui sont directement liés à des projets de R-D font partie de la R-D. Les coûts des brevets, ou des connaissances pris sous licence qui sont directement liés au projet de R-D ainsi que les services de conseil et les services équivalents utilisés exclusivement pour le projet de R-D peuvent être pris en compte.
DEVELOPPEMENT DE LOGICIELS	A exclure : Les activités de caractère courant liées aux logiciels ne sont pas considérées comme de la R-D. Ces activités couvrent les travaux relatifs à des améliorations intéressant spécifiquement des systèmes ou des programmes qui étaient à la disposition du public avant le début desdits travaux. Les problèmes techniques qui ont été surmontés au cours de projets antérieurs visant les mêmes systèmes d'exploitation et architectures informatiques sont également exclus. Les travaux courants de maintenance informatique sont également exclus.
PRODUCTION ET ACTIVITES TECHNIQUES CONNEXES	A exclure : Cette rubrique couvre l'industrialisation, la production industrielle et la distribution des biens et services, ainsi que les divers services techniques liés au secteur des entreprises.
PROTOTYPES	Peuvent être prises en compte : A inclure dans la R-D tant que l'objectif principal est la réalisation de nouvelles améliorations. Un prototype est un modèle original qui possède toutes les qualités techniques et toutes les caractéristiques de fonctionnement du nouveau produit. Par exemple, si l'on met au point une pompe pour liquides corrosifs, plusieurs prototypes sont nécessaires pour pratiquer des essais de vieillissement accéléré avec différents produits chimiques. Il existe une boucle de rétroaction de sorte que, si les résultats des essais du prototype ne sont pas satisfaisants, ils peuvent néanmoins être exploités dans de nouveaux travaux de développement de la pompe. La conception, la construction et les essais des prototypes entrent, normalement, dans le cadre de la R-D. Ceci demeure vrai qu'il y ait un ou plusieurs prototypes et qu'ils soient construits consécutivement ou simultanément. A exclure : Mais, lorsque toutes les modifications nécessaires ont été apportées au(x) prototype(s) et que des essais ont été menés à bien, on arrive à la limite des activités de R-D. Même si elle est entreprise par le personnel de R-D, la construction de plusieurs exemplaires d'un prototype pour répondre à un besoin temporaire d'ordre commercial, militaire ou médical, après que le prototype initial a donné lieu à des essais satisfaisants, ne fait pas partie des activités de R-D.
INSTALLATION PILOTE	Peuvent être prises en compte : A inclure dans la R-D tant que l'objectif principal est la R-D. La construction et l'utilisation d'une installation pilote font partie de la R-D tant que l'objectif principal est d'acquérir de l'expérience et de rassembler des données techniques ou autres qui serviront : <ul style="list-style-type: none"> - A vérifier des hypothèses. - A élaborer de nouvelles formules de produits. - A établir de nouvelles spécifications de produits finis. - A concevoir les équipements et structures spéciaux nécessaires à un nouveau procédé. - A rédiger des modes opératoires ou des manuels d'exploitation du procédé.

	<p>Tant que l'exploitation d'une installation pilote a un but essentiellement non commercial, le fait qu'une partie ou la totalité de sa production soit vendue n'introduit aucune différence de principe.</p> <p><u>A exclure :</u> Si toutefois, dès l'achèvement de cette phase expérimentale, une installation pilote fonctionne comme unité normale de production commerciale, son activité ne peut plus être considérée comme de la R-D, même si elle est encore appelée installation pilote.</p>
ÉTUDES DE CONCEPTION ET DESSIN INDUSTRIELS	<p><u>A exclure :</u> Exclure les études de conception pour le procédé de production.</p> <p>Dans le domaine industriel, les travaux de conception sont dans leur majeure partie axés sur les procédés de production et, à ce titre, ne sont pas classés dans la R-D.</p> <p><u>Peuvent être prises en compte :</u> A inclure en partie seulement dans la R-D => Inclure des études de conception requises pendant les travaux de R-D</p> <p>Toutefois, certains éléments des travaux de conception devraient l'être. Il s'agit des plans et dessins visant à définir des procédures, des spécifications techniques et des caractéristiques de fonctionnement nécessaires à la conception et à la réalisation de nouveaux produits et procédés.</p> <p>Par exemple, dans le cas de la mise au point d'équipements mécaniques et électriques qui comprennent des composants nécessitant un usinage, un traitement thermique et/ou des opérations de galvanoplastie, la définition des caractéristiques requises et la rédaction des spécifications concernant la qualité des surfaces, les procédures de traitement thermique ou le procédé galvanoplastique, de même que la collecte de données y afférentes, qu'elles fassent partie des plans et dessins ou constituent des documents séparés, sont considérées comme de la R-D.</p>
INGENIERIE INDUSTRIELLE ET OUTILLAGE	<p><u>A exclure :</u></p> <p>Dans la majorité des cas, les phases d'outillage et d'ingénierie industrielle d'un projet sont considérées comme faisant partie du procédé de production.</p> <p>L'outillage peut être subdivisé en trois phases :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La première utilisation des composants (y compris de ceux qui sont issus des travaux de R-D). - La mise au point initiale des équipements de production en série. - La mise en place de l'équipement lié au démarrage de la production en série. <p><u>Peuvent être prises en compte :</u> A inclure en partie seulement dans la R-D</p> <p>Inclure la R-D « supplémentaire » et les activités d'outillage et d'ingénierie industrielle associées à l'élaboration des nouveaux produits et procédés. Exclure celles liées aux procédés de production.</p> <p>Cependant, si le processus d'outillage se traduit par de nouveaux travaux de R-D, tels que des progrès dans les machines et outils de production, des modifications apportées aux procédures de production et de contrôle de la qualité ou la mise au point de nouvelles méthodes et normes, ces activités sont alors classées dans la R-D.</p> <p>Les activités de R-D « supplémentaires » découlant de la phase d'outillage devraient être considérées comme de la R-D.</p>
PRODUCTION A TITRE D'ESSAI	<p><u>A exclure :</u> Lorsqu'un prototype auquel on a apporté toutes les modifications nécessaires a donné lieu à des essais satisfaisants, la phase de lancement en fabrication commence. Ce processus est lié à la production à l'échelle industrielle et peut impliquer la modification du produit ou du procédé, la formation du personnel aux nouvelles techniques ou à l'utilisation de nouvelles machines. Dès lors qu'elle n'exige pas de nouveaux travaux de conception et d'ingénierie, la phase de lancement en fabrication ne devrait pas être considérée comme de la R-D, puisque l'objectif principal n'est plus l'amélioration du produit mais la mise en route du procédé de production. Les premières unités d'essai dans une production en très grande série ne devraient pas être considérées comme des prototypes au sens de la R-D, même si, par abus de langage, on les désigne sous ce nom.</p> <p>Par exemple, lorsqu'un nouveau produit doit être assemblé par soudage automatique, la recherche du réglage optimal du dispositif de soudage en vue d'obtenir la meilleure cadence de production et la meilleure efficacité possibles ne sera pas considérée comme de la R-D, même s'il faut vérifier que la solidité des assemblages répond aux normes requises.</p> <p><u>Peuvent être prises en compte :</u> A inclure en partie seulement dans la R-D</p> <p>A inclure si la production requiert des essais en vraie grandeur et donc de nouvelles études de conception et d'ingénierie. Exclure toutes les autres activités connexes.</p>
ACTIVITES DE SOINS/MEDICALES	<p><u>A exclure :</u> une autopsie de routine servant à étudier les causes d'un décès relève de la pratique courante n'est pas de la R-D. Autre exemple : Des contrôles ordinaires tels que les prises de sang et les examens bactériologiques prescrits par un médecin ne sont pas de la R-D.</p> <p><u>Peuvent être prises en compte :</u> Une autopsie effectuée en vue d'étudier un cas de mortalité en particulier afin de constater les effets secondaires d'un traitement contre le cancer relève de la R-D. Autre exemple : Un programme spécial de prises de sang entrepris à l'occasion de l'introduction d'un nouveau produit pharmaceutique relève de la R-D.</p>
ESSAIS CLINIQUES	<p><u>Peuvent être prises en compte :</u> Avant la mise sur le marché de médicaments, de vaccins ou de traitements nouveaux, ces produits doivent être soumis à des essais systématiques sur des humains volontaires pour s'assurer qu'ils sont à la fois sûrs et efficaces. Ces essais cliniques se divisent en quatre phases standard, dont trois précèdent l'autorisation de lancement en fabrication. Pour les besoins des comparaisons internationales, il est admis par convention que les phases d'essai clinique 1, 2 et 3 peuvent être considérées comme de la R-D.</p> <p><u>A exclure :</u></p> <p>La phase 4, au cours de laquelle on continue à tester le médicament ou le traitement après autorisation de production, ne devrait être considérée comme de la R-D que si elle débouche sur de nouveaux progrès scientifiques ou technologiques. En outre, les activités menées avant l'autorisation de production ne sont pas toutes considérées comme de la R-D, notamment quand l'achèvement des essais de phase 3 est suivi d'un long délai pendant lequel il est possible de commencer la commercialisation et le développement du procédé.</p>
SERVICE APRES-VENTE ET DETECTION DE PANNES	A exclure de la R-D - A l'exception de la R-D « supplémentaire ».
ANALYSES DE ROUTINE	A exclure même si elles sont entreprises par le personnel de R-D

Attention, cet outil n'a pas de valeur réglementaire, il a simplement vocation à vous aider à déterminer les contours de votre projet de R-D.